

**Conférence de Presse 04/09/2026
Recteur Guillaume Gellé**

Mesdames et Messieurs,

Merci d'être présents pour cette conférence de presse de rentrée.

Depuis lundi, les écoles, les collèges et les lycées de Guyane ont rouvert leurs portes.

J'ai souhaité, dès ces premiers jours, aller sur le terrain pour rencontrer celles et ceux qui font vivre notre École.

J'ai rencontré les équipes éducatives et pédagogiques, accueilli de nouveaux enseignants, échangé avec les élèves et leurs parents.

De l'École à l'Université, j'ai voulu prendre le temps d'écouter, de discuter et de mesurer ce que représente concrètement cette rentrée pour notre territoire.

Et je dois vous dire que j'y ai passé de très bons moments.

J'ai rencontré des enseignants engagés, qui connaissent les réalités parfois complexes de notre territoire et qui ont choisi de s'y investir. J'ai rencontré des élèves motivés, curieux et heureux de retrouver leur établissement. J'ai rencontré des parents qui attendent beaucoup de l'École et qui souhaitent naturellement la réussite de leurs enfants.

C'est aussi cela que je veux retenir de ces premiers jours.

Bien sûr, nous connaissons les difficultés de notre académie. Elles sont réelles. Les distances, l'isolement de certains territoires, les difficultés sociales, le plurilinguisme ou encore les besoins en personnels constituent des défis importants.

Mais une conférence de rentrée doit aussi permettre de regarder ce qui fonctionne, ce qui progresse et ce qui change concrètement pour les élèves.

Cette rentrée, ce sont 90 654 élèves qui retrouvent le chemin de l'École dans notre académie.

Ils sont accueillis dans 193 écoles, 40 collèges et 21 lycées.

Plus de 7 500 enseignants sont mobilisés à leurs côtés.

Notre académie doit répondre à des réalités territoriales extrêmement différentes, avec notamment 24 écoles réparties dans huit territoires isolés, accessibles uniquement par voie fluviale ou aérienne.

Les réponses ne peuvent donc pas être identiques partout.

Mais notre ambition doit être la même pour chaque enfant.

Qu'il vive sur le littoral, dans l'Ouest, le long d'un fleuve ou dans un territoire isolé, chaque élève doit pouvoir aller au bout de ses potentialités.

Je souhaite également faire preuve de transparence sur la situation des ressources humaines en cette rentrée.

Au 4 septembre, nous comptabilisons encore 50 postes vacants dans le premier degré, principalement dans l'Ouest de la Guyane, ainsi que 9 postes vacants dans le second degré.

Ces situations font l'objet d'un suivi quotidien.

Les recrutements et les affectations se poursuivent afin de réduire progressivement ces vacances de postes et de permettre à chaque élève de bénéficier des meilleures conditions d'enseignement possibles.

C'est un enjeu particulièrement important pour notre académie, compte tenu de ses spécificités territoriales et des difficultés de recrutement que nous pouvons rencontrer dans certains secteurs.

Mais il est important de rappeler que la rentrée est un processus qui se poursuit au-delà du premier jour de classe : les équipes académiques restent pleinement mobilisées pour finaliser les affectations, accompagner les établissements et stabiliser les équipes dans les meilleurs délais.

Cette situation ne doit toutefois pas occulter les moyens supplémentaires attribués à l'académie pour cette rentrée.

DES MOYENS COMPLÉMENTAIRES POUR LA RENTRÉE 2026

Avant d'entrer dans le détail de ces priorités, je souhaite rappeler que les ambitions que nous portons doivent naturellement s'appuyer sur des moyens humains.

Pour la rentrée 2026, l'académie bénéficie de moyens complémentaires importants.

38 postes supplémentaires d'enseignants sont attribués au premier degré.

3 postes supplémentaires de personnels d'inspection viennent renforcer l'accompagnement pédagogique des équipes.

Un poste supplémentaire de psychologue de l'Éducation nationale est créé.

4 postes d'infirmiers viennent renforcer la prise en compte de la santé des élèves.

Un poste d'assistante sociale complète également les moyens de l'académie.

Enfin, 10 postes supplémentaires d'accompagnants d'élèves en situation de handicap, les AESH, permettent de poursuivre le renforcement de l'École inclusive.

Ces moyens supplémentaires répondent directement aux priorités que nous avons fixées : mieux accompagner les apprentissages, renforcer la santé et la protection des élèves, développer l'École inclusive et être davantage présents aux côtés des équipes.

Car les ambitions que nous portons pour cette rentrée doivent toujours s'appuyer sur des moyens concrets et sur les femmes et les hommes qui les mettent en œuvre au quotidien.

Je ne vais pas détailler ici l'ensemble des nouveautés de cette rentrée.

Je vous renvoie à ce sujet aux nouveautés de la rentrée présentées dans le dossier de presse. Je vais toutefois vous en présenter quelques-unes au cours de mon discours, car elles illustrent concrètement les priorités que nous avons fixées.

Pour cette rentrée, je souhaite présenter notre action autour de quatre verbes.

INSTRUIRE.

PROTÉGER.

UNIR.

PRÉVOIR.

Quatre verbes qui résument notre cap.

Mais surtout quatre priorités qui doivent se traduire concrètement dans la vie des élèves et des établissements.

INSTRUIRE : REMETTRE LES APPRENTISSAGES AU CŒUR

Notre première mission est d'instruire.

Et notre priorité reste la maîtrise des savoirs fondamentaux.

Lire.

Écrire.

Comprendre.

S'exprimer.

Compter.

Raisonner.

Ce sont ces apprentissages qui conditionnent tous les autres.

En Guyane, cette question est particulièrement importante.

Nous sommes une académie plurilingue. Pour certains élèves, le français n'est pas la langue première. Nous connaissons également des écarts sociaux et territoriaux qui peuvent très tôt devenir des écarts scolaires.

Notre réponse ne peut pas être de réduire nos exigences.

Elle doit être de mieux accompagner les élèves pour leur permettre de les atteindre.

La rentrée 2026 apporte plusieurs réponses concrètes.

La première concerne les élèves qui arrivent au collège avec de très grandes difficultés de lecture.

Trois collèges expérimentent cette année une nouvelle organisation permettant à certains élèves de réaliser leur classe de sixième sur deux ans.

Il s'agit des collèges Chlore Constant à Saint-Georges-de-l'Oyapock, Ma Aiyé à Apatou et Eugène Nonnon à Cayenne.

Concrètement, les élèves concernés bénéficieront de davantage de temps pour consolider la lecture et l'écriture, dans des groupes pouvant être limités à douze élèves.

C'est un choix pédagogique clair.

Lorsqu'un élève n'a pas encore acquis les bases nécessaires, nous lui donnons davantage de temps pour apprendre plutôt que de le laisser accumuler les difficultés.

Et nous savons que les accompagnements intensifs peuvent produire des résultats.

Dans les classes d'accompagnement à l'illettrisme, 70 % des élèves accompagnés sortent de l'illettrisme après une prise en charge intensive.

Dans les unités pédagogiques mises en place dans les lycées professionnels, 81 % des élèves atteignent un niveau de lecteur autonome ou sont en voie de consolidation.

Nous poursuivons donc cette mobilisation.

La rentrée 2026 voit également la mise en œuvre du dispositif « Collèges en progrès ».

Huit collèges bénéficient d'un accompagnement renforcé.

L'objectif est de concentrer davantage d'expertise et d'accompagnement là où les difficultés scolaires sont les plus importantes, en partant de la réalité de chaque établissement.

Autre priorité : les mathématiques.

42 classes participent désormais à l'expérimentation « Pionniers des Maths », dont 18 nouvelles classes à cette rentrée.

L'objectif est de renforcer la résolution de problèmes, le raisonnement et les automatismes.

Nous poursuivons également le développement des FabLabs sur le territoire.

Les élèves peuvent y programmer, concevoir, fabriquer et expérimenter.

Il s'agit de développer le goût des sciences et de permettre aux élèves d'apprendre autrement, tout en conservant une exigence forte sur les connaissances.

GARANTIR L'ÉGALITÉ DES TERRITOIRES : L'EXEMPLE DE TROIS-SAUTS

Je souhaite également évoquer l'ouverture du collège de Trois-Sauts.

C'est une nouveauté majeure de cette rentrée.

Elle permettra aux élèves du Haut-Oyapock de poursuivre leur scolarité au collège sans être contraints de quitter aussi tôt leur territoire.

C'est un exemple concret de ce que nous voulons faire en Guyane.

L'égalité ne consiste pas à appliquer partout exactement la même réponse.

Elle consiste à apporter une réponse adaptée lorsque les contraintes sont différentes.

Pour un élève vivant dans un territoire isolé, la présence d'un collège à proximité peut profondément changer un parcours scolaire et familial.

L'endroit où l'on grandit ne doit pas déterminer les possibilités d'éducation auxquelles on peut accéder.

ORIENTER : OUVRIR LE CHAMP DES POSSIBLES

Instruire, c'est donner des connaissances.

Mais la réussite, c'est aussi permettre à chaque jeune de construire son avenir.

C'est pourquoi l'orientation constitue l'un des grands enjeux de cette rentrée.

L'orientation ne doit pas être une procédure qui intervient au dernier moment, à la fin de la troisième ou de la terminale.

Elle doit se construire progressivement.

Elle doit permettre aux élèves de découvrir des métiers, des formations et des parcours qu'ils n'auraient pas nécessairement envisagés eux-mêmes.

Les résultats de cette année sont encourageants.

Sur Parcoursup, le taux d'acceptation atteint 90 %, contre 85 % l'année dernière.

Cette progression traduit une meilleure adéquation entre les vœux formulés par les élèves et les propositions qu'ils reçoivent.

C'est un indicateur important.

Il signifie que nous progressons dans l'accompagnement des jeunes pour les aider à construire des choix plus cohérents avec leurs aspirations, leur parcours et les formations auxquelles ils peuvent accéder.

C'est tout le sens du Plan Avenir.

L'objectif est d'installer progressivement une véritable politique de l'orientation dans les établissements.

Les élèves doivent pouvoir découvrir les métiers et les formations, rencontrer des professionnels et mieux connaître les possibilités qui s'offrent à eux.

Nous devons également regarder un chiffre majeur pour notre académie : 56,3 % de nos jeunes choisissent la voie professionnelle.

Cela montre la place essentielle de cette voie dans les parcours de nos élèves.

La voie professionnelle ne doit pas être considérée comme une orientation par défaut.

Elle prépare à des métiers.

Elle donne accès à des qualifications.

Elle permet également de poursuivre des études.

Et elle doit répondre aux besoins économiques et aux grands projets de développement de notre territoire.

Notre responsabilité est donc d'accompagner les élèves dans leurs choix et de mieux faire connaître les nombreuses possibilités qui existent après un CAP ou un baccalauréat professionnel.

Orienter, c'est aussi lutter contre l'autocensure.

C'est permettre à un élève de découvrir une formation qu'il ne connaissait pas, un métier qu'il n'avait jamais envisagé ou un parcours qu'il pensait inaccessible.

Cette ouverture des possibles passe également par l'international.

991 élèves ont bénéficié l'année dernière d'une mobilité internationale à travers 72 actions.

22 établissements sont engagés dans des partenariats internationaux.

Près de 338 000 euros de financements européens ont été mobilisés, soit une progression de 89 % en deux ans.

Cette rentrée est également marquée par l'ouverture d'une nouvelle section internationale néerlandaise au collège Léodate Volmar à Saint-Laurent-du-Maroni.

Et le lycée Melkior-Garré devient le premier lycée international de Guyane.

L'objectif est simple : permettre aux élèves de Guyane de regarder au-delà de leur environnement immédiat et de se projeter plus largement dans leur avenir.

PROTÉGER : UNE ÉCOLE OÙ L'ON PEUT APPRENDRE EN SÉCURITÉ

Notre deuxième priorité est de protéger.

Un élève ne peut pas apprendre pleinement s'il ne se sent pas en sécurité.

Le harcèlement, les violences, les violences sexistes et sexuelles, les conduites addictives ou les situations de vulnérabilité doivent être repérés, signalés et traités.

Protéger nos élèves est une responsabilité qui dépasse l'Éducation nationale.

Elle suppose une mobilisation collective de l'ensemble des institutions qui interviennent auprès des enfants et des jeunes.

C'est précisément le sens de la convention départementale majeure que nous avons signée avant l'été, le 9 juin dernier, au lycée du Larivot.

Cette convention constitue une étape importante pour renforcer la protection de l'enfance, la sécurité et la prévention de la délinquance en milieu scolaire.

Elle rassemble autour d'une même ambition l'État, la Justice, l'Éducation nationale, les forces de sécurité, l'Agence régionale de santé et la Collectivité territoriale de Guyane.

À travers cette convention, nous avons fait un choix clair : mieux coordonner nos actions pour mieux protéger les élèves.

Concrètement, elle prévoit une coordination renforcée entre les établissements scolaires et les forces de sécurité.

Elle prévoit également des actions de prévention ciblées contre les violences, les addictions et les phénomènes de radicalisation.

Elle engage aussi les partenaires dans un programme de formation des personnels sur trois ans.

Enfin, elle organise un accompagnement et une réponse renforcés face aux actes de délinquance commis en milieu scolaire, avec une attention particulière portée à la protection des mineurs victimes.

Cette convention n'est donc pas simplement un texte supplémentaire.

Elle doit nous permettre d'agir plus vite, de mieux partager l'information entre les institutions lorsque cela est nécessaire et d'apporter des réponses plus coordonnées.

Car lorsqu'un enfant est confronté à une situation de violence ou de danger, notre responsabilité est collective.

Notre objectif est simple : que chaque élève puisse apprendre dans un environnement serein, protecteur et sécurisé.

La lutte contre le harcèlement reste une priorité forte.

L'année dernière, 1 574 personnels ont été formés dans le cadre du programme pHARe.

68 situations ont été signalées et 57 ont fait l'objet d'un suivi académique.

Nous poursuivons cette année la formation et l'accompagnement des équipes.

La rentrée 2026 est également marquée par le renforcement de la prévention des violences sexistes et sexuelles.

Plus de 6 800 élèves ont bénéficié l'année dernière d'au moins une action d'éducation à la vie affective et relationnelle et à la sexualité, contre environ 4 500 l'année précédente.

C'est une progression importante.

Mais nous devons maintenant aller plus loin.

L'EVARS n'est pas une action ponctuelle.

C'est un programme.

Les séances doivent être prévues dès le début de l'année scolaire et s'inscrire dans un parcours structuré pour les élèves.

Protéger, c'est également mieux prendre en compte la santé et le bien-être.

Nous poursuivons notre mobilisation autour de la santé des élèves et des personnels, avec une attention particulière portée à la prévention et au repérage des situations de fragilité.

Enfin, protéger, c'est poursuivre le développement de l'École inclusive.

Plus de 3 200 élèves en situation de handicap sont aujourd'hui scolarisés dans notre académie.

Notre responsabilité est de continuer à développer des réponses adaptées sur l'ensemble du territoire.

Protéger, c'est aussi permettre aux élèves de retrouver à l'École un espace favorable aux apprentissages.

La question de la place des écrans et des téléphones n'est pas secondaire.

Elle touche directement à la concentration, au climat scolaire et aux relations entre élèves.

UNIR : RENFORCER L'ALLIANCE ENTRE L'ÉCOLE ET LES FAMILLES

Le troisième verbe est unir.

Depuis lundi, au cours de mes déplacements, j'ai rencontré de nombreux parents.

J'ai pu mesurer leur attachement à l'École et leurs attentes pour leurs enfants.

Cette attente est légitime.

Mais la réussite des élèves est une responsabilité que nous devons partager.

L'École a besoin des familles.

Et les familles doivent pouvoir compter sur l'École.

La nouvelle charte Parents-École doit nous permettre de renforcer cette alliance.

Elle repose sur le dialogue et la confiance.

Mais également sur le respect.

Le respect des élèves.

Le respect des familles.

Et le respect des enseignants et de l'ensemble des personnels.

Unir, c'est également faire vivre un cadre commun.

La Guyane est un territoire d'une diversité exceptionnelle.

Cette diversité constitue une richesse.

Mais l'École doit aussi permettre à tous les élèves de se retrouver autour de principes communs.

La liberté.

L'égalité.

La fraternité.

Et la laïcité.

L'École est l'un des lieux où l'on apprend à vivre ensemble.

Et, dans une académie aussi diverse que la nôtre, cette mission est essentielle.

PRÉVOIR : LA RENTRÉE 2026 EST UN POINT DE BASCULE

Le quatrième verbe est prévoir.

Et c'est sans doute l'un des enjeux les plus importants pour l'avenir de notre académie.

La Guyane connaît une dynamique démographique qui la distingue fortement de la plupart des territoires français.

À l'échelle nationale, la France devrait compter près de 1,7 million d'élèves de moins d'ici 2035.

En Guyane, l'évolution sera plus contrastée.

Dans le premier degré, les effectifs devraient diminuer progressivement, notamment sous l'effet de la baisse des naissances observée ces dernières années.

Les projections prévoient une baisse de 15,77 % entre 2026 et 2035.

Nous passerions ainsi de 50 023 élèves à 42 136.

Mais dans le second degré, la tendance est inverse.

La Guyane est, avec Mayotte, la seule académie où les effectifs continueraient d'augmenter à l'horizon 2035.

Ils progresseraient de 5,81 %, passant de 38 441 élèves à 40 673.

La rentrée 2026 constitue donc un véritable point de bascule.

Elle est la dernière rentrée avant l'amorce d'une baisse des effectifs scolaires à l'échelle de l'ensemble du système éducatif guyanais.

Mais cette évolution ne signifie pas que nos besoins vont diminuer partout.

Ils vont évoluer.

Nous aurons progressivement moins d'élèves dans le premier degré, mais davantage dans le second degré.

Nous devons donc anticiper dès maintenant.

Anticiper les besoins en personnels.

Anticiper l'offre scolaire.

Anticiper les besoins de formation.

Et anticiper les parcours que nous proposerons aux jeunes Guyanais.

Surtout, cette évolution démographique ne doit jamais entraîner une baisse de notre ambition.

Elle doit nous permettre de renforcer la qualité des apprentissages.

Le dédoublement des classes de CP et de CE1 constitue l'un des leviers de cette politique.

Réduire les effectifs par classe permet aux enseignants d'accorder davantage de temps à chaque élève.

De repérer plus rapidement les difficultés.

D'intervenir avant qu'elles ne s'installent.

Et de renforcer la maîtrise des savoirs fondamentaux dès les premières années de la scolarité.

PRÉPARER LES PERSONNELS DE DEMAIN

Prévoir, c'est également préparer les personnels dont notre académie a besoin.

Cette rentrée marque une évolution importante de la formation initiale des enseignants.

Le nombre de candidats au concours de professeur des écoles a progressé de manière significative : 947 inscrits en 2024, 974 en 2025 et 1 194 en 2026.

Cette dynamique se traduit concrètement par l'arrivée de 108 nouveaux professeurs des écoles à cette rentrée.

Et, plus largement, nous accueillons cette année :

106 fonctionnaires stagiaires lauréats des concours du premier degré ;

109 fonctionnaires stagiaires lauréats des concours du second degré.

Ces chiffres témoignent d'une dynamique importante.

Mais recruter ne suffit pas.

Nous devons former, accompagner et fidéliser.

C'est pour cette raison que j'ai souhaité rencontrer les nouveaux enseignants dès le début de cette rentrée.

Venir enseigner en Guyane, c'est découvrir un territoire riche, exigeant et profondément singulier.

Notre responsabilité est de permettre à ces personnels de comprendre rapidement les réalités du territoire et de trouver leur place dans nos équipes.

La qualité et la stabilité des équipes constituent l'une des premières conditions de la réussite des élèves.

PRÉPARER L'ÉCOLE AUX TRANSFORMATIONS À VENIR

Enfin, prévoir, c'est regarder les transformations auxquelles l'École est déjà confrontée.

L'intelligence artificielle est déjà présente dans la vie des élèves.

Notre responsabilité n'est ni de l'ignorer ni de la subir.

Nous devons apprendre à en faire un usage responsable, pertinent et utile aux apprentissages.

Mais nous devons surtout renforcer ce qui restera toujours indispensable : la capacité à réfléchir, à vérifier une information, à exercer son esprit critique et à construire son propre jugement.

La cybersécurité constitue également un enjeu majeur.

Tout comme l'adaptation de notre système éducatif aux transformations environnementales et climatiques.

Préparer l'avenir, c'est être capable de regarder ces évolutions dès aujourd'hui.

CONCLUSION

Mesdames et Messieurs,

Cette rentrée 2026, ce sont 90 654 élèves qui retrouvent le chemin de l'École.

Ils sont accueillis dans 193 écoles, 40 collèges et 21 lycées.

Notre cap tient en quatre mots.

INSTRUIRE.

PROTÉGER.

UNIR.

PRÉVOIR.

Instruire avec exigence, parce que les savoirs fondamentaux restent la première condition de la réussite et de la liberté.

Protéger, parce qu'un élève ne peut pas apprendre pleinement s'il ne se sent pas en sécurité.

Unir, parce que la réussite de nos élèves repose sur une alliance forte entre l'École, les familles et l'ensemble de nos partenaires.

Prévoir, parce que nous avons la responsabilité de préparer aujourd'hui l'École dont la Guyane aura besoin demain.

Mais derrière ces quatre priorités, il y a une même ambition.

Faire en sorte qu'aucun enfant ne voie son avenir limité par le territoire dans lequel il grandit.

Depuis lundi, j'ai rencontré des équipes engagées, de nouveaux enseignants, des élèves motivés et des parents qui attendent beaucoup de notre École.

C'est avec eux que nous réussirons cette rentrée.

Et c'est avec eux que nous construirons l'avenir.

Une École exigeante.

Une École protectrice.

Une École qui rassemble.

Une École qui anticipe.

Une École au cœur de la Guyane.

Et plus que jamais, au cœur de l'avenir de ses enfants.

Je vous remercie.